



Un rassemblement de Gilets jaunes à Caen, le 18 novembre 2018. - Crédit: CHARLY TRIBALLEAU / AFP

Dans le sillage des manifestations des Gilets jaunes, d'autres mouvements de colère sont apparus un peu partout en France. Lycéens, agriculteurs, transporteurs routiers... Le point sur les différents protagonistes et leurs revendications.

Les Gilets jaunes font tache d'huile. Le mouvement né d'une protestation contre la hausse des taxes sur le diesel a inspiré d'autres manifestants, qui entendent faire valoir leurs propres revendications dans les jours à venir. Pour le sociologue Michel Wieviorka, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) à [Paris](#), ils veulent tous profiter d'une « fenêtre de tir ».

Le chercheur en sciences sociales estime que l'ampleur « exceptionnelle » du mouvement des Gilets jaunes a donné des ailes à d'autres manifestants, défendant d'autres causes. Si ces différentes mobilisations « n'ont pas d'unité sur le fond, ce qui les rassemble, c'est la faiblesse actuelle du pouvoir », ajoute Michel Wieviorka.

Pourtant, contrairement aux Gilets jaunes, ces autres mouvements n'appellent pas à la démission du président [Emmanuel Macron](#), mais font plutôt valoir des revendications sectorielles ou catégorielles. Qui proteste ? Sous quelle forme ? Pour demander quoi ? *Ouest-France* fait le point.

## Les Gilets jaunes

Où et quand ? Après trois semaines de mobilisation, ils organisent « l'Acte IV » de leurs protestations ce samedi 8 décembre, à [Paris](#) et partout en France. S'ils ont obtenu du gouvernement l'annulation de la hausse des taxes sur le diesel mercredi, ils veulent poursuivre leur mouvement. Leurs mobilisations ont entraîné l'annulation d'une série d'événements publics prévus ce week-end comme des matchs de Ligue 1, mais aussi certains événements liés au Téléthon, ou encore une manifestation de la SPA.

Que réclament-ils ? Leur mouvement disparate a agrégé au fil du temps plusieurs revendications. Outre le départ du président de la République, réclamé par certains d'entre eux, ils ont fait parvenir aux médias une liste d'une quarantaine de demandes comme l'augmentation du SMIC et le rétablissement de l'ISF.

## Les lycéens

Où et quand ? Lancé vendredi 30 novembre, le mouvement a pris de l'ampleur ces derniers jours. Les lycéens ont prévu une manifestation à [Paris](#), ce vendredi. D'après le ministère de l'Éducation, plus de 200 établissements étaient bloqués dans toute la France mercredi. 21 lycées étaient ainsi perturbés dans l'académie de [Marseille](#), 47 dans l'académie de [Créteil](#), 29 dans l'académie de [Montpellier](#) ou encore 37 dans celle de [Seine-Saint-Denis](#), où 146 jeunes ont été interpellés après des dégradations devant un lycée de Mantes-la-Jolie. Une vidéo de leur arrestation par les policiers fait d'ailleurs polémique. Certaines universités ont également connu des blocages et des rassemblements, notamment à Tolbiac et [Paris 3-Censier](#), dans la capitale.

Que réclament-ils ? S'ils assurent vouloir « surfer sur le mouvement des Gilets jaunes », leurs

revendications ne portent pas sur la taxe sur l'essence. Ils visent en premier lieu la loi orientation et réussite, qui a notamment abouti à la création de Parcoursup, la plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur, accusée d'être lente et injuste. Ils protestent également contre la réforme du bac et la création du service national universel (SNU), dont ils demandent l'abrogation. Dans les universités, les étudiants protestent, eux, contre la hausse des frais d'inscriptions pour les étudiants hors union européenne.

## Les agriculteurs

Où et quand ? Le 5 décembre, la présidente de la FNSEA Christiane Lambert a annoncé que les agriculteurs manifesteront toute la semaine prochaine. « Il n'y a pas une date unique, il y a une semaine », a déclaré la présidente du syndicat majoritaire. D'après elle, les événements auront lieu à des jours différents, selon les régions.

Que réclament-ils ? Leur mouvement ne veut pas se rallier à celui des Gilets jaunes. [Christiane Lambert](#) a mis en avant « des problématiques spécifiques sur [leurs] domaines ». Au premier rang des préoccupations, « l'agri-bashing », qualifié par [Christiane Lambert](#) de « matraquage des agriculteurs ». Elle cite notamment la plateforme glyphosate mise en place par le gouvernement, par le biais de laquelle les agriculteurs peuvent déclarer leur sortie des usages de cet herbicide controversé, afin de partager leur expérience, ce qui fait que « les agriculteurs se sentent humiliés ». En outre, les agriculteurs veulent que le gouvernement ne recule pas sur les ordonnances de la loi Agriculture et alimentation, dont le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume a annoncé mercredi le report.

## Les transporteurs routiers

Où et quand ? Les syndicats CGT et FO du transport routier ont lancé le 4 décembre un appel à la grève à partir de dimanche soir 22 h. Ils ont été reçus au ministère des Transports mais ont maintenu leur appel, indiquant qu'ils ne le lèveraient que s'ils obtiennent un « engagement écrit » du patronat sur les heures supplémentaires. Vendredi 7 décembre, à la mi-journée, les deux syndicats ont toutefois indiqué qu'ils avaient décidé de lever leur appel à la grève.

Que réclament-ils ? La CGT et FO dénoncent une récente décision du Conseil d'État qui a annulé les dispositions d'un décret de 2016 fixant des majorations de 25 % et 50 % aux heures supplémentaires des chauffeurs routiers. Le Conseil d'État avait été saisi par deux organisations patronales du secteur, la FNTR et TLF. Les syndicats de transporteurs routiers estiment que cette décision remet en cause la majoration des heures supplémentaires.

## Les policiers

Où et quand ? Dans la soirée de mercredi, un syndicat de police Vigi a appelé les fonctionnaires exerçant des missions supports dans la police à se mettre en grève à partir de samedi. Ce ne sont donc pas les policiers en charge du maintien de l'ordre (qui n'ont pas le droit de faire grève) qui seront concernés, mais « les personnels administratifs, techniques, scientifiques et ouvriers d'état/cuisiniers du ministère de l'Intérieur ».

Que réclament-ils ? Ils disent soutenir les Gilets jaunes. Vigi dénonce par ailleurs la façon dont la crise est gérée par la hiérarchie et le gouvernement, alors que la mobilisation du samedi 2 décembre a été émaillée de nombreuses violences.

## Les ambulanciers

Où et quand ? Leur mouvement a démarré début novembre. Depuis, ils continuent ponctuellement de manifester, surtout à [Paris](#). Lundi 3 décembre, ils ont ainsi fait une manifestation surprise place de la Concorde et devant l'Assemblée nationale. Et ils devraient continuer leurs actions dans les semaines à venir.

Que réclament-ils ? Ils demandent la suspension d'une réforme du financement des transports sanitaires qui, selon eux, menace les petites et moyennes entreprises du secteur. Cette mesure, entrée en vigueur le 1er octobre, a renversé les règles des transports entre établissements de santé : désormais, hôpitaux et cliniques choisissent leurs ambulances par appel d'offres et en assument directement le coût. Les artisans ambulanciers craignent « l'ubérisation du travail et la fermeture des petites structures ».

## Les infirmières

Où et quand ? Depuis une journée de grève le 20 novembre, où les « blouses blanches » ont défilé dans des villes partout en France, elles restent mobilisées, même si aucune nouvelle date de protestation n'a été annoncée.

Que réclament-elles ? Elles estiment qu'elles sont désormais « une profession laissée pour

compte » et qu'elles sont les « grandes oubliées » du plan santé annoncé par Agnès Buzin, conçu « autour des seuls médecins », assurent-elles. Elles réclament une revalorisation de leurs salaires et l'octroi de nouvelles compétences, alors que la création de 4 000 postes « d'assistants médicaux », vus comme des « secrétaires pour les médecins », coûte 200 millions d'euros par an.

Ouest-France